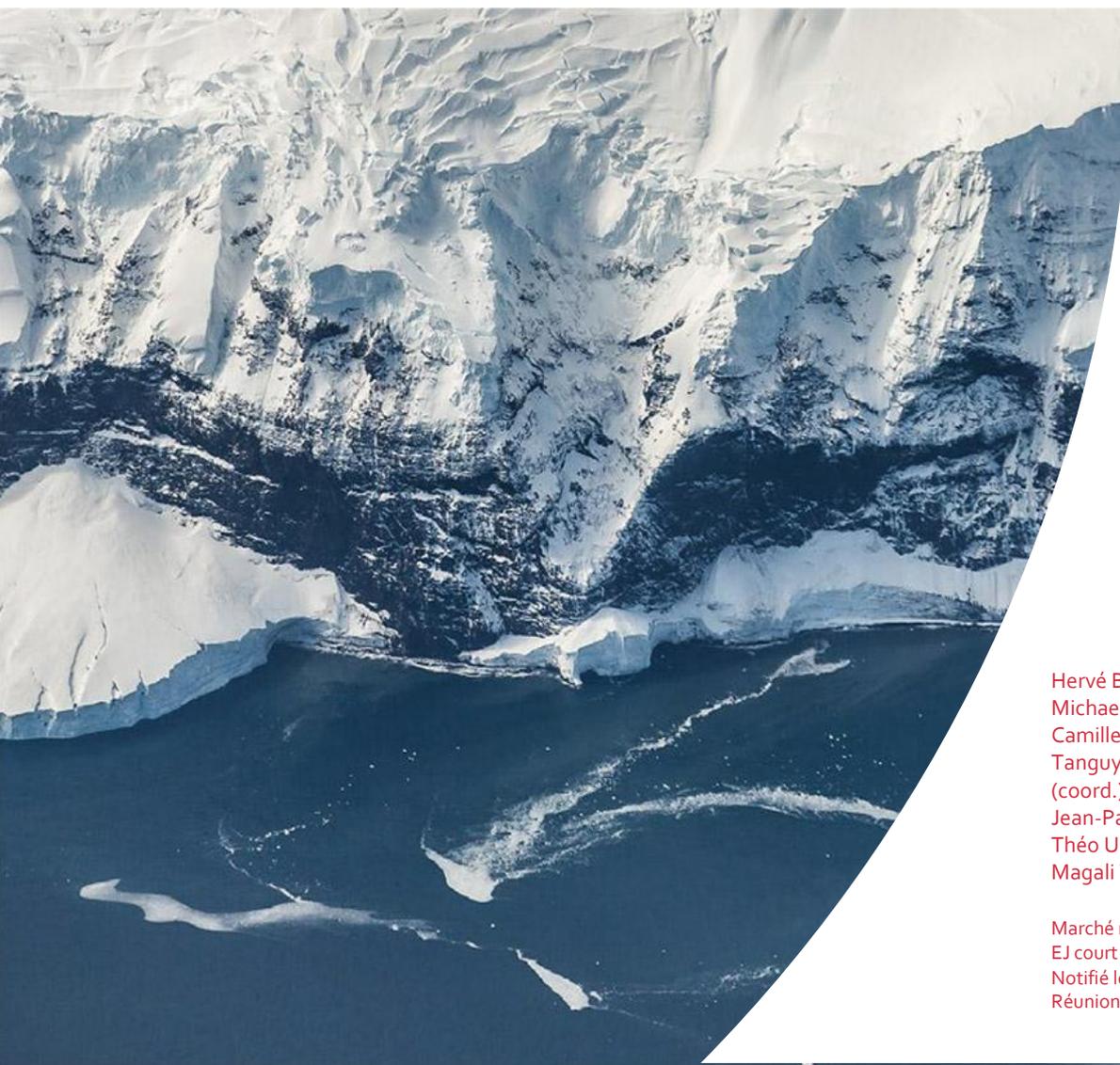


Observatoire de l'Arctique

— Bulletin mensuel

Février 2025

Bulletin N° 59



Hervé BAUDU – Émilie CANOVA –
Michael DELAUNAY –
Camille ESCUDE-JOFFRES –
Tanguy SANDRE – Alexandre TAITHE
(coord.) – Julia TASSE –
Jean-Paul VANDERLINDEN –
Théo URVOY – Florian VIDAL –
Magali VULLIERME

Marché n° 2022 1050 132 841
EJ court 180 007 16 30
Notifié le 3 janvier 2023
Réunion de lancement : 1^{er} février 2023

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

WWW.FRSTRATEGIE.ORG | MAIL : CONTACT@FRSTRATEGIE.ORG

SIRET 394 095 533 00060 | TVA FR74 394 095 533 | CODE APE 7220Z

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande | 3 |
| Norvège – Suède – Finlande – Russie | 5 |
| États observateurs et Union européenne | 7 |
| Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques | 9 |
| Questions militaires, industrielles et technologiques | 11 |
| Publications des Instituts de recherche | 13 |
| Trafic maritime – Sécurité maritime | 14 |

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande :

Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC),

Bloc Nordique et Russe :

Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway)

Bloc États Observateurs et UE :

Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques :

Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel :

Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS), avec Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Blocs Publication des centres de recherche et Think Tanks :

Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime :

Hervé Baudu (ENSM)

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Aux **États-Unis**, les récentes déclarations du président élu Trump inquiètent les populations autochtones du Groenland, du Nord du Canada et d'autres en Alaska. Cette nouvelle administration crée de l'incertitude pour ces populations, notamment les Inuit et les Gwich'in qui redoutent les conséquences des tarifs douaniers, la fin des politiques de lutte contre le changement climatique, la volonté d'acheter le Groenland, mais aussi la volonté d'exploiter les ressources naturelles de la région ([CBC](#), 12 janvier 2025 ; [Nunatsiag](#), 12 décembre 2024). Anecdotique mais révélateur d'un retour en arrière et d'un mépris pour les populations autochtones, le Président Trump souhaite renommer à nouveau la montagne Denali, point le plus haut d'Amérique du Nord, Mont McKinley, du nom d'un président américain qui n'a aucun lien avec l'Alaska et qui a eu une politique colonialiste ([Anchorage Daily News](#), 23 janvier 2025). D'autres peuples autochtones sont satisfaits des annonces de Donald Trump, notamment les Inupiaq de la communauté de Kaktovik, suite à la **signature d'un décret ouvrant à nouveau l'exploitation des ressources d'hydrocarbures dans l'Arctic National Wildlife Refuge (ANWR) et la National Petroleum Reserve Alaska (NPR)**, défaisant ainsi les mesures prises par l'administration Biden. En effet, ces derniers profitent des retombées de l'exploitation pétrolière dans l'ANWR. Les sénateurs républicains Dan Sullivan et le gouverneur de l'Alaska, Mike Dunleavy, ont approuvé cette décision. Toutefois, selon certains experts, ce décret ne pourrait réellement être mis en œuvre que sur un ou deux mandats du fait des recours possibles et des lois existantes. Par ailleurs, bien que Trump ait annoncé sa volonté de voir la production augmenter et les prix baisser, il a été contredit par le secteur pétrolier qui a tempéré ces annonces, faisant remarquer qu'il n'y avait pas de besoin de produire plus pour le moment ([Regard sur l'Arctique](#), 23 janvier 2025 ; [Business Insider](#), 13 novembre 2024).

Concernant les hydrocarbures russes, les États-Unis ont renforcé les sanctions frappant les sites de production et les infrastructures, les navires ainsi que les entreprises alimentant ces infrastructures, allant même jusqu'à sanctionner une entreprise chinoise ayant transporté des modules pour le site Arctic LNG2 ([GCaptain](#), 13 janvier 2025). **La Chine est à nouveau la cible d'un rapport du département de la Défense américain** mettant en avant sa présence accrue dans l'Arctique, au travers de ses brise-glaces mais aussi de ses exercices militaires inédits en Arctique avec la Russie. L'intérêt commercial grandissant de la Chine au travers des transits de navires est également relevé ([GCaptain](#), 2 janvier 2025).

Au **Canada**, outre les remous engendrés par la nouvelle accession au pouvoir de Trump ([CBC North](#), 13 janvier 2025 ; [The Conversation](#), 20 janvier 2025 ; [La Presse](#), 27 janvier 2025 ; voir partie États-Unis), **la démission de Trudeau, « à une des périodes les plus troubles »** ([CBC News](#), 9 janvier 2025) **crée des incertitudes jusque dans le Nord**. Le travail de Trudeau avec les Inuits et les Premières Nations a été salué par de nombreux représentants autochtones. Pour Dennis Patterson, ancien sénateur du Nunavut, le plus grand héritage de J. Trudeau est la signature de l'accord de transfert des responsabilités des terres de la Couronne et des ressources naturelles du gouvernement fédéral au gouvernement du Nunavut au début de l'année 2024. P.J. Akeagok, Premier ministre du Nunavut, salue également cette signature et souligne que « *Trudeau a toujours été chez lui dans le Nord et a démontré son engagement à approfondir les relations avec les Inuits* ». Natan Obed, président de l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), rappelle également cette forte relation entre les Inuits et J. Trudeau et ses efforts de réconciliation avec les peuples autochtones. La création du Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne et la taxe sur le carbone sont également citées ([CBC News](#), 6 janvier 2025). D'autres voix autochtones s'accordent à dire qu'« *il était temps* » que Trudeau démissionne et beaucoup ont des « *sentiments mitigés* ». Certes, démissionner était la bonne décision à prendre mais cela bloque des dossiers ([CBC News](#), 8 janvier 2025). Le mois de janvier a également été riche pour le secteur des ressources naturelles. Dans les Territoires du Nord-Ouest, le gouvernement Tłı̨chǫ a signé un protocole

d'entente avec Fortescue, une société basée en Australie pour étudier le potentiel d'exploitation du lithium sur les terres de la Nation Tł̨chq̨ ([Eye on the Arctic](#), 22 janvier 2025).

À Yellowknife, les travaux d'assainissement de la mine d'or Giant ont été terminés. D'un coup de 4,38 milliards de dollars, ces travaux visaient à stabiliser les sous-sols et à traiter les 237 000 tonnes de poussière de trioxyde d'arsenic hautement toxique ([CBC News](#), 1^{er} janvier 2025). Au Yukon, après que l'Office des eaux du Yukon ait donné son accord pour un rejet d'urgence temporaire d'eau contaminée dans l'environnement, une nouvelle fuite est à craindre ([Eye on the Arctic](#), 30 décembre 2024 ; 7 janvier 2025). Enfin, les impacts des changements climatiques sont de plus en plus visibles ([Eye on the Arctic](#), 20 janvier 2025), notamment dans le secteur des infrastructures. Ainsi, au Nunavik, un procès débute pour savoir qui du gouvernement du Québec ou de la compagnie aérienne Air Inuit est financièrement responsable de l'entretien de la piste d'atterrissage du Nunavik, dont l'état de dégradation est fort avancé, notamment dû au pergélisol, et endommage les appareils ([CBC News](#), 17 janvier 2025). Même son de cloche pour les infrastructures de télécommunications, qui ont déjà connu de multiples coupures depuis le début de cet hiver ([CBC News](#), 31 décembre 2024 ; 6 janvier 2025). Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'hiver particulièrement doux rend les routes de glaces impraticables ([CBC News](#), 29 janvier 2025). Selon une enquête d'opinion conduite par l'Observatoire de la Politique et de la Sécurité de l'Arctique, **73% des participants ont indiqué avoir peur que le Canada perde une partie de ses territoires arctiques si l'État ne se positionne pas plus fermement** ([Eye on the Arctic](#), 10 janvier 2025).

Alors que Donald Trump a réitéré ses velléités de s'emparer du **Groenland** en marge de son discours d'investiture, le secrétaire d'État Marco Rubio a déclaré que l'intérêt du président américain n'était « *pas une plaisanterie* » et relevait de « *l'intérêt national* » ([Altinget](#), 21 janvier 2025 ; [Eye on the Arctic](#), 31 janvier 2025). La récente visite de Donald Trump Jr. à Nuuk a d'autant plus placé le Groenland sous les projecteurs de la scène internationale. En signe d'unité, le Premier ministre du Groenland, Múte B. Egede a appelé à hisser le drapeau groenlandais le 24 janvier dernier ([Sermitsiaq](#), 24 janvier 2025), tandis qu'il avait souligné à plusieurs reprises que l'île appartenait aux Groenlandais et n'était pas à vendre, qu'ils décideraient eux-mêmes de leur avenir et qu'ils restaient fidèles à leur quête d'indépendance ([KNR](#), 8 janvier 2025). C'est ce qu'il a martelé lors de son intervention sur la chaîne ultraconservatrice étasunienne *Fox News* : « *Nous ne voulons pas être Américains, et nous ne voulons pas non plus être Danois. Nous serons des Groenlandais* » a-t-il déclaré ([Sermitsiaq](#), 17 janvier 2025). En écho, la Première ministre danoise, Mette Frederiksen a affirmé que « *les Groenlandais doivent décider eux-mêmes de l'avenir du Groenland* » ([Berlingske](#), 7 janvier 2025), ce qu'elle a pu réaffirmer mi-janvier lors d'un échange téléphonique avec le président élu ([Sermitsiaq](#), 15 janvier 2025). Selon un sondage pour le journal groenlandais *Sermitsiaq*, **85 % des Groenlandais rejettent sans équivoque l'idée d'un Groenland américain** ([Altinget](#), 31 janvier 2025). Sur fond des ambitions étatsuniennes, un **accord de défense a été conclu entre les gouvernements danois, féroïen et groenlandais, prévoyant notamment 1,6 milliard d'euros consacrés aux capacités militaires**, incluant trois nouveaux navires de patrouille dans l'Arctique, deux drones à longue portée et une surveillance améliorée ([Altinget](#), 27 janvier 2025). Cet accord est pourtant considéré comme largement inadapté pour à la fois permettre une défense qui ne dépende pas uniquement des États-Unis ([Altinget](#), 29 janvier 2025 ; [Altinget](#), 30 janvier 2025), mais aussi pour prendre la mesure de la volonté groenlandaise d'indépendance ([Altinget](#), 29 janvier 2025). La porte-parole politique du Siumut, Doris J. Jensen, a d'ailleurs déclaré que l'article 21 de la loi sur l'autonomie gouvernementale, qui mène à l'indépendance du Groenland, doit être activé immédiatement : « *L'activation de l'article 21 n'est pas seulement une première étape nécessaire, mais aussi une démonstration claire que le Groenland est prêt à assumer la responsabilité de son propre avenir* » ([DR](#), 29 janvier 2025). La députée groenlandaise Aki-Matilda Høegh-Dam (Siumut) a aussi considéré qu'il était temps de créer un « *État du Groenland doté de sa propre souveraineté* » ([Sermitsiaq](#), 12 janvier 2025). Par ailleurs, le

gouvernement danois vient de présenter un plan pour lutter contre le racisme envers les Groenlandais, lequel a été critiqué pour ne pas avoir impliqué les élus groenlandais ([DR](#), 15 janvier 2025). Ceci dit, pour la députée groenlandaise Aaja Chemnitz (IA), « récemment, il a été clairement démontré que le racisme contre les Groenlandais existe dans certains cercles et notamment sur les réseaux sociaux. Il est donc important que nous reconnaissons politiquement que le racisme existe et qu'il est profondément inacceptable » ([Altinget](#), 27 janvier 2025). À ce sujet, le Danemark a annoncé qu'il renonçait à l'utilisation de tests très controversés de « compétence parentale » (FKU) pour les familles groenlandaises, suite à la colère suscitée par la manière dont ces tests ont été régulièrement utilisés pour les personnes d'origine inuite, entraînant souvent la séparation des enfants de leurs parents (cf. bulletin n°21) ([The Guardian](#), 20 janvier 2025 ; [Sermitsiaq](#), 17 janvier 2025). Pour la cinéaste inuite Aka Hansen, cette décision est motivée avant tout par la volonté danoise d'essayer de réhabiliter le mythe « du bon colon » comme le souligne la présidente de l'ICC, Sara Olvig ([High North News](#), 2 février 2025), face à l'offensive des États-Unis. Par ailleurs, le Conseil nordique des ministres a lancé, lors de la conférence *Arctic Frontiers* à Tromsø (Norvège), un **nouveau programme de 4 millions d'euros visant à renforcer la résilience et à soutenir les communautés locales de l'Arctique** ([Eye on the Arctic](#), 24 janvier 2025). Enfin, la plus grande influenceuse groenlandaise Qupanuk Olsen (1,5 million d'abonnés) a annoncé sa candidature aux prochaines élections parlementaires groenlandaises qui auront lieu au printemps en tant que représentant du parti indépendantiste Naleraq ([Sermitsiaq](#), 15 janvier 2025).

En Islande, suite aux élections, un nouveau gouvernement de coalition composé de l'Alliance sociale-démocrate (*Samfylking*), du Parti libéral réformateur (*Viðreisn*) et du Parti populaire (*Flokkur Fólksins*) a pris ses fonctions le 21 décembre. Le Premier ministre Kristrún Frostadóttir a annoncé notamment vouloir renforcer les programmes de protection sociale, et prendre en compte des objectifs climatiques ([Grapevine](#) ; 23 décembre 2024). **À partir de fin janvier, la Finlande va assurer pour la première fois la police de l'air du ciel islandais, dans le cadre de l'OTAN**, avec 4 chasseurs F/A-18 Hornet, et ce depuis la base de Keflavik ([Eye on the Arctic](#), 13 janvier 2025 ; [Gouvernement islandais](#), 9 janvier 2025). **L'armée américaine finance de nouvelles infrastructures à Miðnesheiði** dans le but de construire un aéroport au profit de l'US Navy pour la surveillance des sous-marins russes ([Grapevine](#), 27 décembre 2024).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Groenland : réactions des pays nordiques et de la Russie

Depuis la fin du mois de décembre 2024, les déclarations de Donald Trump, qui réitèrent son souhait d'intégrer le Groenland à la fédération, et soutenues par les membres de son administration, comme le vice-président J.D. Vance et le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, ont suscité une vive inquiétude au sein des pays nordiques. La Norvège a notamment réagi par l'intermédiaire de son Premier ministre Jonas Gahr Støre en déclarant qu'« il n'est pas acceptable de suggérer l'utilisation de la force militaire contre un allié [...] et de vouloir s'emparer de terres sous la souveraineté d'un autre pays » ([NRK](#), 9 janvier 2025).

Du côté russe, le Kremlin suit de près l'évolution de la situation, le porte-parole Dmitry Peskov précisant que « ces revendications s'inscrivent largement dans le cadre des relations bilatérales des États-Unis avec le Danemark et d'autres pays ». Néanmoins, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Copenhague, la Russie avertit les États-Unis que « le sort du Groenland doit être décidé sans ingérence extérieure » ([Berlingske](#) ; [RBK](#), 9 janvier 2025).

Norvège : les effets de la crise diplomatique au Svalbard

Les conséquences de la nouvelle posture de Washington en Arctique créent de nombreuses incertitudes. À ce titre, certains Norvégiens s'inquiètent de l'avenir de l'archipel du Svalbard. Ainsi, l'expert des questions européennes P. Frisvold alerte sur le fait qu'une éventuelle incorporation du Groenland dans le giron des États-Unis pourrait susciter une réaction russe et donner envie à la Russie de prendre le contrôle du Svalbard, ce qui constituerait une opportunité stratégique. Lors d'un débat télévisé, Andreï Gurylev, député à la Douma et membre de la commission de la Défense, appartenant au groupe parlementaire Russie Unie (majorité présidentielle), a mentionné que le Svalbard faisait partie de la profondeur stratégique de la flotte du Nord et a suggéré « *de passer d'un développement conjoint à des options russes* » ([Nettavisen](#), 8 janvier 2025 ; [thebarentsobserver](#), 15 janvier 2025).

Contrairement au député russe, l'ambassadeur pour les affaires arctiques de la Fédération de Russie, A. Korchunov a rappelé, à l'occasion des vœux du président étatsunien d'acquiescer le Groenland, que le Svalbard était dans une situation différente. Selon lui, « *la Norvège est dans une position plus avantageuse que le Canada et le Danemark, car dans le cas du Spitzberg, il existe une forte dissuasion sous la forme du traité du Spitzberg de 1920, dont les parties, y compris la Russie, ne permettront certainement pas un changement de statut de l'archipel* ». Toutefois, certaines voix en Norvège appellent à réaffirmer la souveraineté sur l'archipel et à envisager une présence militaire accrue au Svalbard. Au vu de ces développements et compte tenu de son positionnement stratégique dans l'océan Arctique, il semble évident que l'attention portée à l'archipel norvégien s'accroîtra au cours des prochaines années ([TASS](#), 27 décembre 2024 ; [NRK](#), 14 janvier 2025).

Norvège : priorité pour le développement des infrastructures spatiales

En décembre 2024, le ministère de la Défense norvégien a mis en service le système de communication *Arctic Satellite Broadband Mission* (ASBM). Ce déploiement, qui comprend deux satellites ASBM-1 et ASBM-2, positionnés en orbite elliptique haute (HEO), permet pour la première fois à la Norvège de bénéficier d'une couverture étendue en Arctique. Selon le ministre norvégien de la Défense, Bjørn Arild Gram, le pays possède un « *contrôle total sur des services de communication d'importance stratégique dans une zone où le haut débit n'existait pas jusqu'à présent* ». Mené par l'entreprise publique Space Norway, ce déploiement est le plus grand programme spatial norvégien depuis le début des activités spatiales du pays. Selon le chef de la cyberdéfense des forces armées norvégiennes, le brigadier Halvor Johansen, le programme ASBM « *ouvre également de nouvelles possibilités de coopération entre les différentes branches de la défense et avec nos alliés* ».

En janvier 2024, la Norvège et les États-Unis ont signé un accord de coopération dans le domaine spatial. Intitulé *Technology Safeguards Agreement* (TSA), ce nouvel accord bilatéral a pour objectif d'accélérer le développement de la base d'Andøya afin d'y accueillir des lanceurs commerciaux américains. Les États-Unis ont déjà signé des accords similaires avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Selon le ministre norvégien des Affaires étrangères, la négociation de cet accord était « *une grande priorité pour le gouvernement* ». Cet accord renforce le rôle de la base d'Andøya, non seulement pour les activités civiles, mais également pour le déploiement de satellites militaires, infrastructures essentielles pour l'armée norvégienne et ses alliés de l'OTAN ([High North News](#), [1^{er} janvier 2025](#) ; [16 janvier 2025](#) ; [Communiqué du ministère du Commerce, de l'Industrie et des Pêches du Royaume de Norvège](#), 16 janvier 2025).

Russie : renforcement des effectifs militaires dans les régions de Carélie et de Mourmansk

Ces trois dernières années, les unités militaires russes présentes dans les régions septentrionales ont été largement déployées sur le front ukrainien depuis le début de l'invasion de grande envergure de l'armée russe. Les milliers de morts et de blessés recensés au sein de trois brigades présentes dans la partie européenne de la Russie arctique ont affaibli la présence militaire du pays sur le plan conventionnel dans le district militaire de Leningrad. Dans un effort de restructuration territoriale de son dispositif militaire, ce district, rétabli par décret présidentiel en février 2024, comprend notamment la République de Carélie et l'oblast de Mourmansk. Pour Moscou, ce rétablissement est une réponse à l'élargissement de l'OTAN en Europe du Nord. Le pouvoir russe entend augmenter les effectifs de son armée en intégrant 350 000 nouveaux soldats. À ce titre, 50 000 d'entre eux devraient directement rejoindre le district militaire de Leningrad, faisant passer les effectifs de 30 000 à 80 000 soldats au cours des prochaines années. Cette nouvelle posture militaire doit permettre à la Russie de renforcer sa capacité à mener une guerre terrestre le long de la frontière finlandaise et dans l'espace baltique. Selon un rapport du renseignement militaire finlandais, « *après la fin de la guerre en Ukraine, la Russie donnera probablement la priorité à son orientation nord-ouest et essaiera d'accélérer la mise en œuvre des réformes* ». Dans ce contexte, la Finlande ne voit aucune perspective d'amélioration, car, comme le précise le rapport, les intérêts stratégiques de la Russie sont en « *conflit irréconciliable avec l'Occident* » ([Oukase du président de la Fédération de Russie « Sur la division administrative militaire de la Fédération de Russie »](#), 26 février 2024 ; [Rapport du ministère finlandais de la Défense](#), 2025 ; [thebarentsobserver](#), 24 janvier 2025).

États observateurs et Union européenne

La France face aux dilemmes sécuritaires en Arctique

La Norvège et la France ont récemment signé une lettre d'intention visant à renforcer leur coopération en matière de défense, mettant l'accent sur l'importance de la connaissance situationnelle et de la présence dans le Grand Nord. Le ministre français des Armées a souligné que « *la protection des zones maritimes en Europe du Nord est la clef de la sécurité européenne* », illustrant l'importance stratégique croissante de l'Arctique ([High North News, 22 janvier 2025](#)). Cette coopération renforcée s'inscrit dans un contexte plus large de pré-occupations sécuritaires dans la région arctique. Les deux pays prévoient de développer des capacités conjointes de surveillance maritime et aérienne, d'améliorer l'interopérabilité de leurs forces armées, et de partager des renseignements sur les activités militaires dans la région. « *La France est l'un de nos partenaires alliés qui navigue, s'exerce et s'entraîne le plus dans notre voisinage* », a déclaré le ministre de la Défense norvégien Bjørn Arild Gram ([Regjeringen, 16 janvier 2025](#)). Cette initiative vise également à contrer l'influence croissante de la Russie dans l'Arctique, qui a considérablement augmenté sa présence militaire dans la région ces dernières années.

D'ailleurs, un think tank norvégien faisait état de trois axes pouvant renforcer la coopération franco-norvégienne en termes de défense dans l'Arctique ([DN, 16 décembre 2024](#)). Un partenariat sur le modèle germano-norvégien sur les sous-marins pourrait être pertinent, et la diversification des partenaires face à la dépendance au matériel américain est mise en avant. Sur le plan capacitaire, la France est en lice pour fournir 5 à 6 frégates à la Norvège, avec la FDI de Naval Group comme option crédible. Sur le plan opérationnel, le nombre d'exercices conjoints et de formations communes doit augmenter pour améliorer l'interopérabilité des forces. Prendre appui sur la France, seul État européen possédant une armée capable de se déployer de manière autonome partout dans le monde, serait

des plus bénéfiques. Sur le plan stratégique enfin, la protection des infrastructures critiques en Arctique, notamment les câbles sous-marins et l’approvisionnement énergétique, doit devenir une priorité commune. La vision commune d’une défense européenne pouvant être complémentaire de l’OTAN joue en ce sens.

Les ambitions de Donald Trump concernant le Groenland ont ravivé les tensions diplomatiques, auxquelles la France n’a pas manqué de répondre. Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a affirmé que la France était prête à envisager un envoi de troupes européennes sur l’île si les intérêts de sécurité l’exigeaient, bien que Copenhague n’en exprime pas le souhait ([Euractiv, 28 janvier 2025](#)).

Présence accrue du Royaume-Uni sur le flanc nord-européen

Le Royaume-Uni a réaffirmé son engagement envers la sécurité du flanc nord de l’OTAN en déployant ses forces de commandos dans le cercle arctique. Plus de 1 000 commandos britanniques ont entamé des opérations dans l’Arctique, utilisant le Camp Viking près de Skjold comme base opérationnelle principale pour la prochaine décennie ([Army Recognition, 13 janvier 2025](#)). Ce déploiement vise à renforcer les capacités de l’OTAN dans la région et à contrer l’influence croissante de la Russie. Les commandos britanniques suivent un entraînement rigoureux pour s’adapter aux conditions extrêmes de l’Arctique, incluant des exercices de survie en milieu glacial, des opérations amphibies dans des eaux gelées, et des manœuvres de combat en terrain enneigé. Ce déploiement s’est accompagné également d’investissements dans des équipements spécialisés pour l’Arctique, tels que des véhicules tout-terrain adaptés au froid extrême et des systèmes de communication résistants aux conditions polaires ([UKDJ, 11 janvier 2025](#)).

Quid de la Chine en 2025 ?

La Chine poursuit activement sa stratégie de présence dans l’Arctique, malgré les défis croissants et les tensions géopolitiques. En janvier 2018, Beijing a formulé sa politique arctique, baptisée « Cadre de la Route de la Soie polaire », visant à développer les routes maritimes arctiques et à promouvoir le développement durable à travers la coopération en matière d’énergie, d’infrastructures et de recherche avec les pays arctiques ([The News Lens International, 2025](#)).

Cependant, la stratégie chinoise se heurte à une résistance croissante des pays occidentaux. Les États-Unis et le Canada, en particulier, se montrent sceptiques quant à la présence chinoise dans l’Arctique, compte tenu de la compétition sino-américaine en cours. La guerre en Ukraine a également modifié la dynamique régionale, poussant la Russie à se rapprocher de la Chine face aux sanctions occidentales. Malgré les critiques, certains experts remettent en question la pertinence de la politique américaine antichinoise dans l’Arctique. Barry Scott Zellen, chercheur à l’Université du Connecticut, souligne que les intérêts et les ambitions de la Chine dans l’Arctique ne sont pas uniques et ressemblent à ceux d’autres pays non arctiques comme le Japon, la Corée du Sud, Singapour et l’Inde ([Yukon News, 2025](#)).

La présence croissante de la Chine dans l’Arctique soulève néanmoins des inquiétudes au sein de l’OTAN. L’amiral Rob Bauer, président du Comité militaire de l’OTAN, a exprimé des doutes quant aux intentions militaires de la Chine dans la région ([Dialogo Americas, 15 janvier 2025](#)). L’avenir de l’engagement chinois dans l’Arctique sera un indicateur important des ambitions et des capacités globales de la Chine dans un contexte de tensions internationales accrues.

Engagement croissant de l'Inde dans l'Arctique

L'Inde renforce son engagement dans l'Arctique, comme en témoigne la récente rencontre entre le ministre indien des Affaires étrangères S. Jaishankar et Ólafur Ragnar Grímsson, président du Cercle arctique. Les discussions ont porté sur la coopération potentielle et le prochain Forum du Cercle arctique en Inde, prévu pour mai 2025 à New Delhi ([UNI India, 2 janvier 2025](#)). L'Inde, observateur au Conseil de l'Arctique depuis 2013, a adopté sa propre politique arctique en 2022. Cette politique vise à renforcer la recherche scientifique, la protection de l'environnement, le développement économique et la coopération internationale dans la région ([ETV Bharat, 2 janvier 2025](#)). L'Inde mène déjà des recherches polaires à travers sa station de recherche Himadri au Svalbard. En effet, les changements dans l'Arctique influencent directement les modèles de mousson en Asie du Sud, cruciaux pour l'agriculture et les ressources en eau de l'Inde.

Rappelons que l'Inde et la Russie envisagent de produire conjointement des navires porte-conteneurs de classe glace pour la route maritime du Nord. Ces navires appartiendraient à la classe Panamax (5 000 containers, cf. bulletin de décembre 2024).

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

Les déclarations de Trump sur le Groenland : conséquences pour la gouvernance arctique

La guerre en Ukraine a perturbé l'ordre arctique il y a bientôt trois ans, rompant les liens de coopération entre la Russie et l'Occident. Si le président Biden n'a pas réussi à renforcer la position des États-Unis dans la région ([National Interest, 13 novembre 2024](#)), **la nouvelle présidence Trump semble vouloir faire du Groenland un élément de sa politique arctique face à la montée de l'influence de la Chine**. L'intérêt de Trump pour le Groenland est perçu parmi les pays arctiques comme une tactique de négociation basée sur l'incertitude et l'imprévisibilité ([Afterposten, 8 janvier 2025](#)) qui met à mal l'unité des A7- « like minded », soudés en Arctique face à la Russie depuis la guerre en Ukraine.

La déclaration du Naalakkersuisut (Gouvernement du Groenland) concernant les derniers commentaires du président élu Donald Trump ne pourrait être plus claire : « *Le Groenland appartient au peuple groenlandais, et son développement et son avenir sont décidés uniquement par ce peuple* » ([Gouvernement du Groenland, 8 janvier 2025](#)). Nous pouvons dessiner deux principales conséquences pour la gouvernance arctique.

Une première conséquence pour la gouvernance arctique est la recomposition des relations entre le Groenland et l'UE. Alors que le Groenland a quitté la CEE en 1985 à la suite d'un référendum en raison des dissensus sur les politiques de pêche et agricoles communes, les déclarations de Donald Trump changent la perspective pour les Groenlandais. À présent, une majorité de Groenlandais voterait pour rejoindre à nouveau l'Union européenne si un référendum avait lieu demain selon une enquête menée par le Nasiffik, le Centre pour la politique étrangère et de sécurité de l'Université Ilisimatusarfik, qui révèle que 60 % des répondants soutiennent cette idée ([Ackrén et Nielsen, 16 décembre 2024](#)). Ce résultat montre un soutien croissant à l'idée d'une réintégration dans l'UE, en raison des avantages économiques, tels que les contributions financières de l'UE (plus de 250 millions de couronnes) et son soutien à des domaines comme l'éducation et l'énergie verte.

Une autre conséquence est la reconnaissance accrue du Groenland dans la gouvernance arctique de la part du Danemark, qui tient à ce territoire autonome qui lui assure

une vaste ZEE et une position stratégique en Arctique. L'Ambassadeur danois pour l'Arctique, Tobias Elling Rehfeldt a ainsi démissionné de son poste début janvier 2025. Sa nomination en 2023 avait suscité une controverse, marquant le début d'un conflit prolongé entre le Danemark et le Groenland à propos de ce poste. Le gouvernement du Groenland, le Naalakkersuisut, a clairement exprimé que l'Ambassadeur arctique devait être choisi par le Groenland, seule partie du royaume située dans l'Arctique. Finalement, un accord a été trouvé : le Groenland désignera l'Ambassadeur arctique, et les îles Féroé et le Danemark approuveront cette nomination ([High North News, 7 janvier 2025](#)). Malgré une diplomatie encore limitée, **le Groenland utilise en effet l'attention internationale accrue pour obtenir des avantages économiques et politiques, notamment avec la perspective de présider le Conseil de l'Arctique à partir de mai 2025** ([The Arctic Institute, 10 janvier 2025](#)) : le niveau régional lui permet de peser sur le niveau national. Cette stratégie reflète l'ambition de faire du Groenland un acteur souverain dans un environnement de sécurité arctique en mutation, tout en poursuivant un équilibre entre sécurité et valeurs pacifistes ([CSIS, 14 janvier 2025](#)).

Projets de conservation en Arctique : les avancées en 2024

L'année passée a été la deuxième plus chaude jamais enregistrée, selon le rapport 2024 de la NOAA sur l'Arctique. WWF note cependant des progrès réalisés pour la protection de l'Arctique et propose un bilan ([WWF, 16 décembre 2024](#)).

L'accord sur la pêche dans l'océan Arctique central (CAOFA), adopté en 2024, vise à prévenir la pêche commerciale non régulée dans cette région sensible. La mise en place d'un moratoire sur le pétrole lourd en Arctique, entré en vigueur en juillet 2024, constitue un autre progrès majeur pour la protection de l'écosystème fragile de la région, bien que des exceptions retardent sa pleine application jusqu'en 2029.

En 2024, WWF a franchi un jalon important avec la publication d'un document scientifique détaillant ArcNet, un cadre révolutionnaire pour la protection des écosystèmes arctiques. Ce cadre identifie 83 zones prioritaires pour la conservation dans l'océan Arctique, jetant les bases d'un réseau complet d'aires marines protégées. Enfin, en Norvège, les plans d'exploitation minière en haute mer ont été suspendus après une pression significative de la société civile, marquant une victoire pour la conservation des océans.

Polar Maritime Seminar organisé par l'OMI et la Norvège, 23-24 janvier, Londres

Les 23 et 24 janvier 2025 s'est tenu le *Polar Maritime Seminar* dans le cadre du lancement de l'Année Internationale de la Préservation des Glaciers. L'organisation a été assurée par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et la présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique, en collaboration avec le Groupe de travail sur la protection de l'environnement marin de l'Arctique (PAME).

Les principaux sujets abordés ont été les tendances des activités maritimes en Arctique et Antarctique, la planification des voyages, la recherche et sauvetage, la formation des marins pour les opérations polaires, ainsi que la sécurité des navires de pêche, la prévention de la pollution, les mesures pour réduire le bruit sous-marin des navires, les carburants à faible teneur en soufre en conditions froides, le carbone noir, la pollution par les plastiques, et les espèces invasives.

Le séminaire s'appuie sur le succès du séminaire précédent de 2022, qui avait mis l'accent sur le Code international pour les navires opérant dans les eaux polaires (Polar Code) et la sécurité des navires de pêche, sans qu'aucune décision contraignante ne soit attendue cette fois-ci ([OMI, janvier 2025](#)).

La nouvelle politique arctique du Canada du point de vue de la gouvernance arctique

En 2024, le Canada et les États-Unis avaient annoncé la création d'un groupe de travail conjoint pour négocier la délimitation de leur frontière en mer de Beaufort, une zone contestée de 21 197 km² comprenant un plateau continental chevauchant au-delà des 200 milles marins. Le Canada défend une frontière suivant le 141^{ème} méridien, fondée sur des traités historiques, tandis que les États-Unis privilégient une ligne d'équidistance conforme au droit international. Le différend, latent depuis des décennies, prend de l'importance avec le changement climatique et l'exploitation des ressources ([NAADSN, 24 septembre 2024](#)). Or, dans le contexte de l'élection de Donald Trump, la situation va certainement geler, ou empirer.

Parallèlement, le Canada avait réaffirmé son engagement envers la gouvernance arctique, en renforçant le Conseil de l'Arctique malgré les tensions avec la Russie, et à présent avec Washington. Il investit dans des initiatives pour le développement durable et l'inclusion des peuples autochtones, tout en préparant activement sa présidence du Conseil de l'Arctique de 2029 à 2031. Ce leadership s'inscrit aussi dans une perspective plus large, incluant l'Année polaire internationale 2032-2033 ([Gouvernement du Canada, 2024](#)).

Questions militaires, industrielles et technologiques

Un début d'année marqué par une lutte politique et éthique vis-à-vis de l'exploitation des gisements énergétiques arctiques

L'exploitation des ressources naturelles de l'Arctique reste un sujet de débat et de tensions politiques. L'administration Trump a signé un décret visant à maximiser le développement des ressources en Alaska ([High North News, 22 janvier 2025](#)), tandis que l'administration Biden a interdit les nouveaux forages *offshore* dans la mer de Béring arctique ([High North News, 9 janvier 2025](#)). Cette interdiction sera probablement difficile à annuler, bien que le président Trump entrant ait promis de la « débloquer » dès le premier jour. Une vente aux enchères de baux pétroliers est par ailleurs prévue dans le refuge national de la faune arctique, mais l'administration Biden a limité la vente à 400 000 acres, soit la plus petite superficie requise par la loi ([High North News, 8 janvier 2025](#)).

En Norvège, le ministère de l'Énergie a offert 53 nouvelles licences de production sur le plateau continental norvégien, dont une seule dans la mer de Barents ([The Barents Observer, 14 janvier 2025](#)). Cette décision marque un recul significatif des ambitions pétrolières norvégiennes dans l'Arctique, reflétant peut-être une réévaluation des perspectives économiques et environnementales de l'exploitation pétrolière dans la région. Ces développements illustrent le dilemme auquel sont confrontés de nombreux pays arctiques : équilibrer le potentiel économique de l'exploitation des ressources avec les préoccupations environnementales et les engagements en matière de changement climatique. La réduction des activités d'exploration pétrolière dans l'Arctique norvégien pourrait signaler un changement plus large dans l'approche des nations arctiques envers l'exploitation des ressources, avec une emphase croissante sur le développement durable et les énergies renouvelables. À noter que la Direction du plateau continental norvégien a rapporté un intérêt significatif et croissant pour le stockage de CO₂ sur le plateau continental dans son rapport d'activité 2024 ([Altinget, 10 janvier 2025](#)). Actuellement, 11 licences ont été accordées, offrant une capacité totale de stockage comprise entre 1,5 et 2 milliards de tonnes de CO₂ sur l'ensemble du plateau continental. L'attribution de deux licences supplémentaires est prévue pour 2025, témoignant de la dynamique positive du secteur. Cette tendance s'inscrit dans le cadre des efforts de la Norvège pour réduire ses émissions de gaz à effet de

serre et développer des technologies de capture et stockage du carbone (CSC). Le stockage sous-marin de CO₂ est considéré comme une solution prometteuse pour atténuer le changement climatique, permettant de séquestrer le dioxyde de carbone capturé des industries et de le stocker de manière permanente dans des formations géologiques sous le fond marin. **La Clean Arctic Alliance appelle le Conseil de l'Arctique, sous la direction de la Norvège, à adopter de nouveaux objectifs qui réduiront les émissions de carbone noir et de méthane**, le carbone noir émis dans ou à proximité de l'Arctique étant [un polluant climatique cinq fois plus puissant](#) que lorsqu'il est émis à l'extérieur de l'Arctique ([HighNorthNews.com](#), 13 janvier 2025). Parallèlement, le rapport indique que le recensement des ressources minérales sous-marines se poursuivra dans 17 zones cette année.

Capacitaire nordique : entre innovation en matière de drones et renforcement de la logistique

La Suède se positionne à l'avant-garde de la stratégie de l'OTAN avec sa technologie d'essais de drones. Conçue pour améliorer les capacités de reconnaissance et de combat, cette technologie de pointe marque une avancée significative dans la guerre autonome ([Indian Defence Review](#), 20 janvier 2025). Les essais de drones opèrent comme des unités cohésives capables d'accomplir des tâches complexes de manière indépendante, offrant une approche flexible et évolutive des opérations militaires. Cette innovation suédoise représente un changement de paradigme dans les opérations militaires arctiques. Les essais de drones peuvent effectuer des missions de surveillance sur de vastes étendues de territoire inhospitalier, cartographier les mouvements de troupes ennemies, et même mener des opérations offensives coordonnées. Leur capacité à opérer dans des conditions météorologiques difficiles et leur faible signature radar les rendent particulièrement adaptés à l'environnement arctique. De plus, cette technologie pourrait potentiellement réduire les risques pour le personnel militaire dans des conditions extrêmes.

Le renforcement des capacités militaires nordiques se manifeste également par des investissements dans une logistique adaptée aux conditions extrêmes. La Norvège et la Suède ont récemment commandé des wagons spéciaux pour le transport de chars et d'équipements militaires lourds en conditions arctiques. La société finlandaise VR FleetCare a remporté l'appel d'offres pour la conception et la construction de ces wagons, dont les 10 premiers exemplaires doivent être livrés d'ici fin 2025 ([Railway Gazette](#), 3 janvier 2025 / [Railway Supply](#), 4 janvier 2025).

Renforcement de la politique sécuritaire norvégienne

La Norvège intensifie ses efforts pour renforcer sa sécurité et sa préparation aux crises dans sa région arctique. Le récent livre blanc sur la préparation totale en cas de crise ou de guerre, présenté par le Premier ministre Jonas Gahr Støre et la ministre de la Justice Émilie Enger Mehl, illustre cette volonté ([Regjeringen](#), 10 janvier 2025). Ce document propose une série de mesures ambitieuses, allant de l'augmentation des effectifs de la protection civile à l'obligation de construire des bunkers dans les nouveaux bâtiments. Cependant, certaines dispositions, comme la possibilité de réquisitionner des travailleurs en cas de crise, soulèvent des questions sur l'équilibre entre sécurité nationale et droits individuels ([VG](#), 7 janvier 2025).

La perspective d'un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche ajoute une couche d'incertitude à la situation géopolitique, comme l'a souligné le ministre de la Défense Bjørn Arild Gram lors de son discours devant la Société militaire d'Oslo ([Altinget](#), 21 janvier 2025). Face à cette instabilité potentielle, la Norvège cherche à diversifier ses alliances stratégiques. La récente signature d'une lettre d'intention avec la France et le renforcement des liens avec d'autres partenaires européens témoignent de cette approche. Parallèlement,

Oslo maintient son engagement envers l'OTAN, avec la promesse d'allouer 3% de son PIB à la défense d'ici 2036.

Le brouillage récurrent des signaux GPS aériens dans le Finnmark est un des événements venant justifier des mesures sécuritaires ([HighNorthNews, 16 janvier 2025](#); [The Barents Observer, 17 janvier 2025](#)). La Norvège tire en effet la sonnette d'alarme après avoir découvert que la Russie non seulement brouille les systèmes mondiaux de navigation par satellite (GNSS) de l'autre côté de la frontière, mais falsifie également le contenu des signaux GPS (spoofing), attaques qui peuvent perturber considérablement l'aviation commerciale. Il raconte que la perturbation la plus importante des signaux de navigation par satellite a été observée à environ 10 000 pieds au-dessus du sol. La région du Finnmark oriental, comme la Finlande et d'autres voisins européens de la Russie, ont connu une augmentation exponentielle des incidents de brouillage depuis 2017. L'année dernière, les pilotes volant à destination de Kirkenes (Nord de la Norvège) ont signalé des perturbations des signaux GPS presque tous les jours. Ce type de brouillage provient de véhicules militaires russes dédiés émettant des signaux radio de forte puissance, bloquant les communications par satellite et les systèmes de navigation. Bien que la Russie nie toute implication, ces incidents soulignent la vulnérabilité des infrastructures critiques et la nécessité d'une coopération internationale renforcée. Dans cette optique, la Norvège a adopté, avec ses partenaires nordiques, baltes et les États-Unis, quatre mesures visant à sécuriser les infrastructures, ici sous-marines, démontrant une approche collaborative face aux menaces émergentes ([NRK, 14 janvier 2025](#)).

Signe de la préoccupation importante du pays en matière de sécurité, le débat sur l'assouplissement des règles éthiques du Fonds pétrolier norvégien concernant les investissements dans l'industrie de la défense a été initié par le Parti conservateur (Dagens Næringsliv, 17 janvier 2025).

Publications des Instituts de recherche

L'Arctique en mutation : un nouveau régime climatique globalement alarmant

Le Rapport sur l'Arctique 2024 publié par la NOAA a révélé que la région entre dans un « nouveau régime » où les changements climatiques ne sont plus des anomalies mais une norme alarmante. En septembre 2024, l'étendue des glaces de mer a atteint son sixième plus bas niveau depuis 1979, avec une tendance constante à la réduction depuis 18 ans ([NOAA, décembre 2024](#)). Les températures de surface des océans ont été supérieures de 2 à 4°C aux moyennes de 1991-2020. À terre, le pergélisol dégèle à un rythme accéléré, transformant l'Arctique d'un puits de carbone en une source nette de dioxyde de carbone et de méthane, menaçant les efforts mondiaux pour limiter le réchauffement. La population de caribous migrants a chuté de 65% en 30 ans, et certaines zones du Canada ont connu la saison des neiges la plus courte en 26 ans malgré des accumulations hivernales au-dessus de la moyenne. Parallèlement, des records de chaleur, comme ceux d'août 2024 en Alaska et au Canada, aggravent les pressions sur les écosystèmes et les communautés locales. Face à ces bouleversements, le rapport souligne l'importance cruciale des connaissances autochtones et de la coopération internationale pour s'adapter à ces transformations rapides et réduire les émissions globales. « *L'espoir n'est pas une stratégie pour la préparation* », prévient-il, appelant à des actions immédiates pour protéger cet écosystème fragile mais vital pour la planète entière ([Eye on the Arctic, 10 décembre 2024](#)).

Le rapport [Copernicus Global Climate Highlights de 2024](#) a confirmé que l'année écoulée était la plus chaude jamais enregistrée, dépassant pour la première fois le seuil critique de 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels pour la température moyenne annuelle mondiale. L'Arctique européen reste la région qui se réchauffe le plus rapidement sur Terre,

avec des vagues de chaleur estivales de plus en plus fréquentes et une fonte accélérée des glaciers.

Contenant l'équivalent de 7,4 mètres d'élévation du niveau de la mer mondial, cette fonte massive contribue déjà de manière significative à la montée des eaux, entraînant des conséquences dramatiques telles que l'érosion côtière, l'intrusion d'eau salée, la perte d'habitats et l'augmentation des inondations ([NRK, 14 janvier 2025](#)).

Un danger émergent et potentiellement dévastateur se profile avec le dégel du pergélisol arctique. Des chercheurs alertent sur la possibilité que des microbes anciens, piégés dans la glace depuis des millénaires, puissent être libérés et provoquer de nouvelles épidémies ([UNEP, 7 janvier 2025](#)). L'épidémie d'anthrax en Sibérie en 2016, causée par la réactivation de bactéries dormantes, en est un exemple. Selon une étude publiée dans [Environmental Sustainability](#), on estime que quatre sextillions de microbes sont libérés chaque année en raison du dégel du pergélisol, posant un défi sanitaire sans précédent.

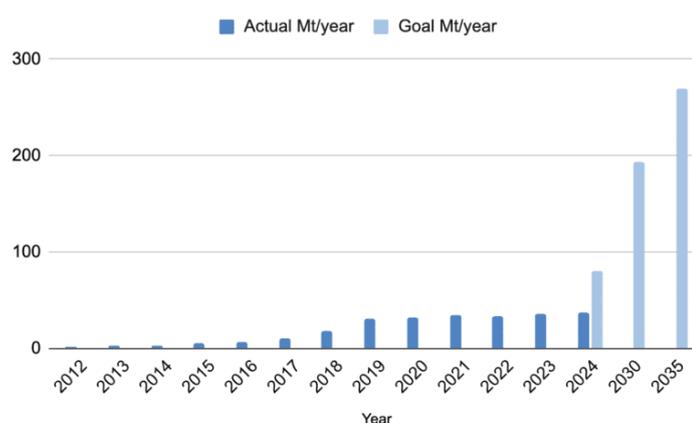
Trafic maritime – Sécurité maritime

La Russie établit un nouveau record de transport maritime dans l'Arctique, en transportant 38 Mt en 2024 via la route maritime du Nord.

Le volume de fret sur la principale voie de navigation russe dans l'Arctique continue d'augmenter, même si les chiffres restent bien en deçà des objectifs initialement définis par le président Poutine au début de la décennie. Les sanctions occidentales ont retardé ou suspendu un certain nombre de projets pétroliers (Vostok Oil) et gaziers (Arctic LNG2), ce qui a eu un impact négatif sur le volume global de fret. Le tonnage total transporté via la route maritime du Nord est passé à 37,9 Mt, contre 35 Mt en 2023. Au cours de la dernière décennie, le volume de fret a décuplé, passant de seulement 3,7 Mt en 2014, mais s'est largement stabilisé au-dessus de 30 Mt depuis 2019.

Poutine et les responsables gouvernementaux ont annoncé à plusieurs reprises des objectifs ambitieux visant à atteindre 80 Mt d'ici 2024, 190 Mt d'ici 2030 et 270 Mt d'ici 2035. Le développement des ressources pétrolières et gazières dans le nord de la Russie va de pair avec le transport maritime dans l'Arctique, prévu dans un [plan de développement de la route maritime du Nord à l'horizon 2035](#), approuvé il y a 2 ans. Au total, depuis le début de l'année, les services de GlavSevmorput ont examiné 1 312 demandes de navigation dans les eaux de RMN et n'ont émis aucun refus. Il s'agit d'un chiffre record dans toute l'histoire de la procédure d'autorisation de navigation (ce chiffre englobe également les demandes de transit de cabotage dans les eaux russes) ([gCaptain.com](#), 2 janvier 2025 ; [Atomedia.ru](#), 9 janvier 2025 ; [Korabel.ru](#), 9 janvier 2025 ; [Korabel.ru](#), 12 janvier 2025).

Les livraisons directes de marchandises export-import entre Arkhangelsk et les ports chinois ont repris en 2024, lorsque le premier voyage d'essai avec 500 conteneurs est parti pour Shanghai à l'été 2023. À l'été 2024, le port maritime de commerce d'Arkhangelsk a reçu 5 navires en provenance de ports chinois puis retour avec des marchandises russes. La ligne baptisée « Arctic Express N°1 » relie les ports de la Chine à Arkhangelsk le long de la RMN. Le temps de trajet prend entre 22 et 25 jours. Les chiffres annuels du transbordement de marchandises via le port maritime d'Arkhangelsk s'élèvent en moyenne entre 5



Volume de fret sur la route maritime du Nord de la Russie entre 2012 et 2024, avec objectifs officiels futurs. (Source : gCaptain)

et 6 millions de tonnes. En 2024, le port a enregistré une augmentation des volumes de manutention de marchandises ([Korabel.ru](#), 8 janvier 2025 ; [Korabel.ru](#), 8 janvier 2025).

L'UE n'interdira pas le GNL russe tant que des sources alternatives ne seront pas trouvées. La Commission européenne n'a pas proposé d'interdire le gaz naturel liquéfié russe dans son dernier train de sanctions (le 16^e), car les États membres ont exprimé des inquiétudes quant à la nécessité de trouver d'abord des alternatives, notamment auprès des États-Unis, ont déclaré des diplomates de l'UE. En juin de l'année dernière, l'Union européenne a interdit les transbordements de GNL russe dans le cadre d'un nouvel ensemble de restrictions imposées à la Russie qui rentrera en vigueur en mars 2025. Cette mesure vise à ce que les capacités de stockage dans les ports européens ne servent pas à réexpédier le GNL vers d'autres destinations hors UE. Les importations de GNL russe dans l'UE [ont augmenté de 19,3 % en 2024 par rapport à l'année précédente](#). L'un des facteurs clés de cette augmentation est le fait que la société allemande SEFE est devenue un acheteur actif de GNL russe, avec 58 expéditions représentant 4,2 millions de tonnes en 2024. L'Allemagne a importé 58 cargaisons de Yamal LNG dans le port européen de Dunkerque, soit une augmentation de 650 % par rapport à 2023 ([gCaptain.com](#), 29 janvier 2025 ; [HighNorthNews.com](#), 28 janvier 2025 ; [HighNorthNews.com](#), 30 janvier 2025).

Cinq tankers GNL sous sanctions occidentales sont tous en attente dans les eaux reculées de l'Arctique. Les tankers *Arc4 North Way*, *North Mountain*, *North Air* et *North Sky* sont immobilisés dans la mer de Petchora en attente d'opération de transbordement pour certains et en attente de destination pour les autres déjà chargés. Ils sont rejoints par deux autres de la même série, le *North Light* et le *North Moon*. Le département du Trésor américain a annoncé le 10 janvier un nouveau paquet de sanctions visant la production et les exportations de pétrole. Il cible en particulier la flotte fantôme russe. Dix pays de l'Union européenne ont appelé les 27 pays du bloc à interdire les importations de gaz par gazoduc et de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance de Russie, selon un document consulté par Reuters, alors que l'Europe débat de nouvelles sanctions contre Moscou en raison de la guerre en Ukraine. L'UE prépare son 16^e paquet de sanctions visant l'économie russe, à l'approche du troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par Moscou en février 2022. Ce qui n'empêche pas les tankers Arc7 transportant du GNL russe d'être en entretien dans des chantiers navals européens, français et danois notamment, ce qui aide la Russie à contourner les sanctions occidentales ([TheBarentsObserver.com](#), 6 janvier 2025 ; [MerEtMarine.com](#), 14 janvier 2025 ; [Reuters.com](#), 13 janvier 2025 ; [Korabel.ru](#), 14 janvier 2025 ; [Oil-Capital.ru](#), 13 janvier 2025 ; [gCaptain.com](#), 14 janvier 2025 ; [TheBarentsObserver.com](#), 29 janvier 2025).

La construction de 15 méthaniers est prévue dans le chantier naval russe de Zvezda dont les derniers ont un degré de préparation d'environ 90 %. « Notre priorité est d'achever la construction des 5 premiers afin que les navires puissent être utilisés dans le cadre du projet *Arctic LNG2* » a déclaré Nikita Melnik, chef adjoint du département de la construction navale civile du ministère russe de l'Industrie et du Commerce, lors du XIV^e Forum international « L'Arctique : présent et avenir ». Il n'a toutefois pas précisé les dates possibles de livraison de ces tankers. Des rapports récents suggèrent que le premier tanker Arc7 *Aleksey Kosygin* pourrait être livré de manière imminente – il a récemment terminé une série d'essais en mer. Il sera suivi par le deuxième tanker Arc7, *Piotr Stolypine*, d'ici la fin du premier trimestre 2025. Le troisième, le *Sergey Witte*, pourrait entrer en service d'ici la fin de 2025. On sait que les deux premiers ont bénéficié de l'achèvement des travaux sur les citernes de confinement avec l'entreprise française GTT, mais il reste en revanche des doutes sur le troisième. Le Chantier est en recherche de solutions pour les suivants, tout comme pour la motorisation ([PortNews.ru](#), 6 janvier 2025).

Le chantier naval Russe SSK Zvezda a remis le pétrolier arctique *Valentin Pikul* à Rosnefteflot. Le pétrolier *Panamax* de classe glace Arc6, d'un déplacement de 69 000 tonnes et d'une longueur de 257 m, transportera du pétrole du complexe de chargement offshore

de Varandey dans la mer de Pechora (il s'agit du terminal pétrolier le plus septentrional du monde) jusqu'à la plateforme de stockage FSU de Mourmansk. Le navire est équipé d'un dispositif de chargement à l'avant permettant de recevoir le pétrole directement d'un poste d'amarrage offshore stationnaire résistant aux glaces. Il vient compléter la flotte de trois tankers similaires (Korabel.ru, 26 janvier 2025).

Le brise-glace à propulsion nucléaire 50 Let Pobedy a subi des dommages à la coque après une collision avec un cargo dans la mer de Kara.

La collision s'est produite alors que le puissant brise-glace aidait un cargo naviguant dans les eaux couvertes de glace. Selon Rosatomflot, le brise-glace à propulsion nucléaire continue de fonctionner en mode normal le long de la route maritime du Nord, malgré les dommages à la coque. Rosatomflot a déclaré dans un communiqué de presse que « *la navigabilité n'a pas été perdue* » et « *qu'il n'y a eu aucune victime* ». L'opérateur public de la flotte de brise-glaces russes a souligné que les deux réacteurs à bord n'avaient pas été endommagés lors de la collision. Le cargo *Yamal Krechet* faisait route d'Arkhangelsk vers Sabetta. Ce type d'accidents s'est déjà produit en 2017 et souligne les risques de la navigation sous escorte (TheBarentsObserver.com, 28 janvier 2025 ; gCaptain.com, 28 janvier 2025).



Quelle est la flotte de brise-glaces des « rivaux » de la Russie dans le développement des hautes latitudes, quels sont leurs projets, comment envisagent-ils de les mettre en œuvre et de quelles capacités disposent-ils ? Le journal *Korabel* fait le bilan des projets occidentaux de construction de brise-glaces avec la mise en œuvre du projet *Icebreaker Collaboration Effort* (ICE Pack), qui est sensé offrir une coopération entre les États-Unis, le Canada et la Finlande pour créer une flotte de brise-glaces afin de « *contenir la Russie et la Chine sur la voie du développement de la zone arctique* » (Korabel.ru, 6 janvier 2025).

Les États-Unis imposent des sanctions au chantier naval chinois Wison pour avoir fourni la technologie nécessaire à Arctic LNG2. Le temps est compté pour le fournisseur de technologie chinois Zhoushan Wison Offshore and Marine, un partenaire clé des projets Yamal LNG et Arctic LNG2 de Novatek. Le projet audacieux de l'entreprise de livrer une grande centrale électrique depuis son chantier de Zhoushan vers l'Arctique russe l'automne dernier a maintenant [attiré l'attention des responsables américains](#), ce qui a donné lieu à des sanctions contre Wison et plusieurs opérateurs de navires. Les départements d'État et du Trésor américains ont à nouveau sanctionné plus de 180 pétroliers et méthaniéristes de la flotte dite fantôme. Six [pétroliers russes](#) encore en construction au chantier naval russe Zvezda ont été inclus dans [les sanctions](#) américaines (States.gov, 10 janvier 2025 ; Treasury.gov, 10 janvier 2025 ; gCaptain.com, 10 janvier 2025 ; Korabel.ru, 10 janvier 2025 ; gCaptain.com, 13 janvier 2025 ; Kpler.com, 10 janvier 2025 ; gCaptain.com, 17 janvier 2025).

Le passage du Nord-Est est-il l'avenir du transport maritime ? Le transport maritime mondial est confronté à des défis sans précédent, car la dépendance à l'égard des voies commerciales établies comme le canal de Suez expose les vulnérabilités des réseaux commerciaux actuels. Du tristement célèbre blocage de l'*Ever Given* aux risques politiques croissants au Moyen-Orient, il est urgent d'explorer des voies alternatives, écrivent des chercheurs de l'Université Nord dans cette tribune libre sur le passage du Nord-Est (High-NorthNews.com, 2 janvier 2025 ; SpringerOpen.com, 2 janvier 2025).

Le NCSM Margaret Brooke du Canada se lance dans une mission historique en Antarctique.

Le patrouilleur de l'Arctique NCSM Margaret Brooke de la Marine royale canadienne a quitté Halifax dans le cadre de l'opération PROJECTION 2025, marquant la toute première circumnavigation de l'Amérique du Sud et de l'Antarctique par un navire de guerre canadien. Le navire de patrouille extracôtier et de l'Arctique de classe Harry DeWolf effectuera des missions diplomatiques dans toute l'Amérique du Sud tout en soutenant des recherches scientifiques cruciales dans l'Antarctique. Ce déploiement mettra en valeur les capacités maritimes croissantes du Canada et son engagement envers les opérations polaires. Le navire transportera une équipe scientifique embarquée composée de divers partenaires du gouvernement du Canada, ce qui met en évidence les doubles capacités de recherche militaire du navire (gCaptain.com, 13 janvier 2025 ; TopWar.ru, 13 janvier 2025).



Après 10 ans de travaux, les garde-côtes américains sont sur le point de commencer à construire leur premier brise-glace lourd depuis 50 ans.

La construction devrait durer au moins 5 ans, mais des retards supplémentaires pourraient repousser la livraison au-delà de 2030. Après 6 ans de processus depuis l'attribution du contrat initial, la Garde côtière américaine a annoncé le début de la construction du *Polar Security Cutter Sentinel*, mettant ainsi un terme à un processus de 20 ans visant à financer et à construire un nouveau brise-glace lourd. Les deux derniers brise-glaces de ce type étaient le *Polar Sea* et le *Polar Star*, dont seul ce dernier reste en service grâce à un programme de prolongation de sa durée de vie. Le rachat des chantiers navals Halter Marine, à qui le contrat avait été attribué en avril 2019, par Bollinger Shipyards en 2022 a encore retardé le processus. La Garde côtière américaine vient d'acquérir un brise-glace (*MV Aiviq* renommé *USCGC Storis* actuellement en refit) pour soutenir le programme de modernisation de la flotte de garde-côtes polaires du service (HighNorthNews.com, 2 janvier 2025 ; TheDefensePost.com, 3 janvier 2025 ; gCaptain.com, 6 janvier 2025 ; Ktoo.org, 24 janvier 2025).



Une nouvelle réglementation sur l'environnement liée à la protection de la faune au Svalbard entre en vigueur le 1^{er} janvier.

La nouvelle réglementation norvégienne vise à préserver la faune vulnérable du Svalbard en période de stress environnemental croissant dû aux changements climatiques et à l'augmentation des activités humaines dans l'Arctique. Il est désormais interdit de déranger, d'attirer ou de poursuivre inutilement les ours polaires. Aucun navire de croisière ne peut naviguer durablement en direction d'un ours polaire s'il est repéré au loin. Il faut se tenir à au moins 300 mètres des ours. La vitesse maximale est de 5 nœuds. Il est également interdit de briser la banquise. Les navires transportant plus de 200 passagers se verront interdire l'accès aux parcs nationaux et aux réserves naturelles (TheBarentsObserver.com, 2 février 2025).

En 2028, la construction de deux centrales nucléaires flottantes débutera dans l'Okrug autonome de Tchoukotka.

Le chef du gouvernement russe Mikhaïl Mishustin a signé un décret portant sur l'approbation du plan général des installations électriques jusqu'en 2042. Conformément au document, l'augmentation de la part de la capacité des centrales nucléaires dans la structure de production d'électricité est prévue dans la fourchette de 18,9% en 2023 à 24% en 2042. Des unités mobiles flottantes (FPU) seront amarrées au cap Nagleiny, et une centrale nucléaire de faible



puissance (LPNP) sera positionnée au gisement d'or de Sovinoe. La première des sept unités RITM 200S du district municipal de Pevek commencera à être installée en 2028 et les dernières en 2030. Elles approvisionneront en électricité l'usine d'extraction et de traitement de Baimsky. La capacité électrique totale sera de 318 MW. Les barges pour FPU ont commencé à être fabriquées en 2022, à l'image de celle déjà existante à Pevek, l'Akademik Lomonosov ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 11 janvier 2025).